

# PROCESSUS DE PAIX EN IRLANDE

Une analyse critique par  
Socialist Democracy Belfast



## Le processus de paix



«Embrasse-moi vite !»

**L'opposition de l'extrémiste Paisley conduit certains à croire qu'il y a du bon dans l'Accord. Il y a quelque chose en effet pour les capitalistes irlandais : la stabilité, et pour le SDLP : être un partenaire dans un État sectaire. Pour les travailleurs nationalistes, c'est différent.**

L'opposition de Paisley (DUP), c'est le refus d'accepter toute limite à l'exercice du Pouvoir Sectaire de l'Unionisme. Pour Trimble (UUP), la nouvelle assemblée a le potentiel de restaurer le pouvoir Unioniste avec le soutien britannique. La destruction du "deal" par l'extrême droite ne sera pas un progrès, mais un simple déplacement du centre de gravité du débat vers la droite, et conduira à des concessions nouvelles pour apaiser la réaction Orangiste. Le "oui" du Sinn Féin a créé une opposition et une nouvelle IRA. Comment justifier qu'il faut une nouvelle stratégie militarisée ? Comment amènerait-elle un résultat différent ? L'échec du Sinn Féin est l'échec du Programme Républicain. Ces groupes dissidents doivent élaborer autre chose. Il ne suffit pas de réclamer un comportement personnel intègre, il faut aussi apporter une réponse aux conditions de vie du plus grand nombre.

## Le deal

Il laisse la Grande-Bretagne en position dominante, la même que le "Government of Ireland Act" de 1920. D'ailleurs, l'accord

stipule que "l'Irlande du Nord dans son entier reste une partie du Royaume-Uni" (article 1-1) de l'annexe A<sup>(1)</sup>. Le GIA est mort, vive le GIA ! L'Angleterre a la possession des 6 comtés et c'est ce qui compte : le deal ne touche en rien à la souveraineté et à l'autorité suprême du parlement britannique. "Le Parlement de Westminster, dont le pouvoir à légiférer dans les 6 comtés n'est pas affecté" (Article 1, paragraphe 33). Cela démontre le double jeu du Sinn Féin qui proclame que l'Union est affaiblie et que le verrou est le "Veto Unioniste". Ce sont les Britanniques qui ont créé le Veto Unioniste, pas les Unionistes. Les intérêts britanniques en Irlande sont sauvegardés par la Partition et, pour cela, ils soutiennent le Veto. Une lettre de lecteur de l'Irish Times (24 avril 1998) a montré le ridicule de la position nationaliste d'abandonner la revendication sur les 6 comtés et d'espérer revenir dessus plus tard ! Le seul changement constitutionnel a été celui de la Constitution de la République (Articles 2 et 3). Rien ne s'oppose plus à la souveraineté de la Grande-Bretagne sur l'Irlande du Nord. Le peuple irlandais devient une Nation sans territoire. Le veto Unioniste à une réunification est légitimé ainsi que le droit de cette minorité à contrecarrer l'aspiration de la majorité de l'Irlande à une autodétermination.

Le seul caractère progressiste du Nationalisme irlandais : son opposition à l'impérialisme, au Pouvoir Colonial, sa demande d'autodétermination a été sacrifié par ses leaders bourgeois. C'en est fini de l'opposition du Nationalisme comme réaction légitime au Pouvoir britannique. Si la majorité unioniste a raison maintenant, pourquoi avait-elle tort en 1918 ?

Nous ne sommes pas pour autant devenus Nationalistes, Socialistes et Internationalistes, nous soutenons ce qui est progressiste dans les revendications des Nations opprimées. Et c'est ce qui est abandonné. La Partition et deux États basés sur le sectarisme (ethnique, religieux, etc.) sont légitimés et tout socialiste doit s'y opposer. La plupart des partis "socialistes" ont soutenu cet abandon de souveraineté, argumentant qu'ils ne soutiennent pas une Constitution

capitaliste ; or tous les capitalistes soutiennent les changements constitutionnels. Nous, nous soutenons cette Constitution comme une affirmation du droit à l'autodétermination (bien faible) et refusons les changements car ils attaquent ce droit. Nous ne défendons pas les articles 2 et 3 car ils amélioreraient la vie des travailleurs, ils ne signifient rien. Mais ils signifient le désir d'une société démocratique, nuancé par le fait que s'ils condamnent la Partition en théorie, ils l'acceptent en pratique. Le Parlement de Stormont fonctionnera sur la base du sectarisme. Il faudra s'y faire enregistrer comme "Vert" ou "Orange". Ceux qui refuseront le dilemme verront leur vote non pris en compte. Cela suffit à disqualifier le "Deal" et sa prétendue abolition des divisions. C'est le contraire : institutionnaliser et renforcer le sectarisme.

L'assemblée ressemble à la majorité artificielle découpée dans les 6 comtés, à l'État qui la garantit, et constitue un Veto Unioniste explicite. Les Nationalistes l'ont accepté car ils ont leur



propre veto garanti. C'est le seul gain des Nationalistes mais c'est aussi de façon négative: ils n'ont aucun pouvoir de changer les fondements sectaires de l'État.

Ayant tant travaillé à l'Accord, ayant basé sa totale crédibilité sur son existence, le SDLP sera réticent à faire tout capoter en s'opposant radicalement aux Unionistes. Sa satisfaction actuelle n'est pas due à la fin du sectarisme, mais au Pouvoir qui lui est donné de dispenser ses propres avantages sur une base communautaire. Le deal divise les structures de Pouvoir, il divise aussi l'exercice du Pouvoir entre les deux communautés. Les Unionistes auront donc la majorité de ce qu'il y a à partager et le SDLP n'a pas de raison de s'y opposer. C'est sa notion "d'égalité des deux traditions", en fait égalité dans le sectarisme.

La bigoterie Orangiste est acceptée comme le légitime représentant des protestants à laquelle les catholiques doivent respect et tolérance, la même chose arrivant à la tradition catholique, nationaliste. Mais aucune place pour les non-sectaires.





## Le sectarisme est renforcé

Nous voyons ici s'éclairer la nature de classe du SDLP. Ils tiennent leur place de leur influence sur la classe moyenne catholique. Les travailleurs catholiques peuvent uniquement espérer ce qui ne dérange pas les intérêts des bourgeois. Quant aux travailleurs protestants, ils n'ont aucune raison d'abandonner leurs leaders de droite. Sinn Féin offre une défense plus militante des catholiques mais seulement dans le cadre du partage sectaire. Bientôt Sinn Féin sera totalement dépendant du SDLP dans l'assemblée et l'attitude du SDLP, pendant l'expulsion du Sinn Féin des pourparlers, montre parfaitement vers où l'on va (NDT :



rappelons que dernièrement encore, en décembre, avant que Londres ne renonce à l'Accord, des leaders du SDLP pesaient de tout leur poids dans le sens du "désarmement". Les structures Nord-Sud sont plus claires. À part leur dépendance envers l'argent britannique, tout Nationaliste sait qu'elles n'ont aucun sens, aucun pouvoir. Elles sont pourtant vendues par les Républicains comme une transition vers l'Irlande Unie. Comme on dit : "Si vous mentez, mentez vraiment".

Le problème le plus important pour les Unionistes est la question de la remise des armes. Le document permet à Sinn Féin d'entrer à l'exécutif sans que l'IRA ne désarme. David Trimble proclame que "son accord (secret, NDT) avec Tony Blair" stipule que la remise des armes devra avoir lieu avant 2 ans (à partir de 1998). Comme en 1969, la population Nationaliste sera sans défense contre la terreur de l'État et des Loyalistes qui comptent 100 000 armes au Nord. Nous pensons que les Britanniques ne sont pas opposés à ce que l'IRA garde quelques armes. Ce qu'ils veulent, c'est l'inclure dans les structures de l'État, neutralisant le danger qu'ils ont représenté. Les Républicains auront alors toutes les peines à justifier l'existence de l'IRA.

On peut supposer que Sinn Féin a lui aussi "son propre accord" avec le gouvernement du Sud sur la remise des armes et les prisonniers - ce qui fait douter du caractère démocratique du processus. Gerry Adams appelle seulement en théorie de s'emparer du processus. Le secret a régné en maître depuis le début. La libération des prisonniers est la seule concession importante accordée aux Républicains.

Malheureusement, leur liberté dépendra de la bonne conduite des leaders. Ils se ront des otages contre le programme républicain. Il faut noter que même maintenant il n'y a aucune amnistie, ni aucune reconnaissance du caractère politique des prisonniers et de la lutte républicaine. Ils demeurent "criminels" et "terroristes". C'est la preuve que "l'ordre et la loi" appartiennent toujours aux politiciens britanniques.

## Stratégie Républicaine

Le programme du Mouvement républicain a évolué en quelques années de la destruction de l'État du Nord à sa Réforme. Ils présentent cette nouvelle approche comme la meilleure voie pour une Irlande Unie et leur sincérité n'est pas en cause. Nous pensons que, comme le capitalisme ne peut se transformer harmonieusement en socialisme, l'État du Nord ne peut devenir une démocratie capitaliste "normale". Sinn Féin nous demande de croire que les Britanniques vont se démettre de leur pouvoir et que les Unionistes vont les soutenir. Il n'y aura en fait aucune réforme substantielle et



la stratégie réformiste consistera à s'intégrer dans un État sectaire modernisé, certes, mais pas réformé. En fait la partition s'institutionnalise en étant justifiée par la "transition" vers l'Irlande Unie.

Gerry Adams a déclaré : "... Pour la première fois, on assiste à un arrangement sur la voie d'une Irlande Unie. C'est une initiative politique importante que tous les Républicains doivent étudier". Un courrier des lecteurs du 23 avril 1998 disait, lui, que c'était juste un vœu pieux et c'est notre avis. On peut changer les apparences, mais pas la réalité. Adams envisage "des structures transfrontalières exerçant des pouvoirs réels. Avec des responsabilités directes pour des décisions politiques supervisées par les deux gouvernements, sans veto des institutions des 6 comtés, sans limite sur la nature et l'extension de leurs fonctions, avec la possibilité et la dynamique de croître". Rien de cela n'est dans l'accord. Il veut aussi "des changements fondamentaux tant constitutionnels que politiques sur la juridiction britannique". Ce qui n'arrive pas non plus. Que "la définition du territoire national irlandais ne soit pas affectée", c'est le contraire qui est arrivé avec l'abolition des articles 2 et 3. Au niveau des droits de l'homme, pas plus "de commission établie sur une base Nord-Sud", que de "Cour de justice de toute l'Irlande". La RUC n'est pas dissoute, les centres "d'interrogation" ne sont pas fermés (NDT: certains le seraient d'après nos sources) et l'armée n'est pas confinée dans ses casernes.

Le fait que Sinn Féin n'ait pas rejeté l'accord en dit long sur l'État avec lequel ils sont prêts à travailler. La promesse que leur but est toujours le même est superflu. C'est le programme et la stratégie qui déterminent les buts d'un parti politique, pas les idées qu'ils conservent dans leurs têtes.

Les Républicains expliquent leur soutien à leur leadership par leur "sophistication" et leur "habileté" de négociateurs. Ils ont sûrement été très intelligents

dans leurs manœuvres pour obtenir un nouveau Stormont. Mais ce n'est pas rentable que ce soit d'un point de vue "Républicain Traditionnel" ou "Socialiste".

## La réaction des Républicains

Dès la trêve, il y a eu des manifestations de joie à Falls Road. Les gens ont cru que leurs dirigeants avaient obtenu une grande victoire que l'on devrait garder discrète pour des raisons politiques. La direction n'a rien fait pour dissiper ces illusions. Il devint clair que la seule chose que gardait le mouvement était ses armes. Il n'y avait aucun deal secret. Adams avait promis l'Unité de l'Irlande par les discussions, il dut se rabattre sur des "changements fondamentaux".

Nous sommes sous la menace d'une retraite, alors que le discours est toujours celui de "progrès".

Ce discours sur "les progrès" n'est crédible que par les succès électoraux du Sinn Féin. En bons réformistes, ils confondent leur succès avec celui de leurs objectifs. Or leur succès est basé sur leur acceptation des buts de leurs ennemis, sur des amis puissants, en réalité des ennemis. Il n'a pas été gagné sur un soutien à leur programme traditionnel mais sur ce qui était acceptable par leurs nouveaux amis.

Ceci est présenté en terme de "considérations purement tactiques" que les Républicains manipuleraient avec art. La direction du Sinn Féin promet même de nouvelles avancées puisque le processus serait à son initiative. L'un d'entre eux a même prétendu qu'ils : "tenaient Bill Clinton par les couilles avec le vote irlandais". Les relations de haut niveau ont aveuglé les Républicains sur leur véritable rôle. Si Bill a été tenu par les couilles, en tout cas, cela n'a pas été par Sinn Féin.

Les appels à maintenir l'Unité, pour éviter une scission, passent bien auprès des vieux qui en ont souffert et des jeunes pour qui c'est un totem sacré. Pour nous, c'est la preuve que la loyauté envers des personnes prime les idées



politiques. Les Républicains oublient même pourquoi certaines choses sont faites. Les jeunes dans Belfast ou Derry volent et brûlent des bus et des camions, puis prennent la fuite. Ils ne connaissent plus l'utilité des barricades : il ne faut pas fuir, elles servent à bloquer, à expulser les Britanniques des quartiers. Autrement, c'est du vandalisme motivé politiquement. S'il n'y a pas le mouvement de masse qui défend les barricades, il faut s'organiser pour le créer, pour que quelqu'un se retrouve derrière ces barricades.

L'Unité, c'est l'Unité en action contre l'ennemi, protéger cette unité, c'est encourager le débat sur la manière de lutter, entre organisations engagées dans la lutte. L'Unité telle qu'elle est présentée n'est que l'étouffement des divergences envers un programme qui a échoué.



## Paix et pacification

Si nous voulons avancer, nous devons analyser la faillite des Républicains dans l'ensemble de l'histoire de la lutte. Une partie du problème de ces 30 dernières années a été de définir cette lutte. Au début, c'était une question "d'égalité et de justice" qui a été élargie, quand ceci a été refusé, à "la liberté et à l'autodétermination". Avec le déclin de la lutte, les Brits ont pu même parler de "terrorisme". Les causes de la violence n'étant pas touchées, il restait la demande de la Paix. Il y a un terme pour définir un processus de Paix où la justice, l'égalité et la démocratie ne sont pas évoquées,



cela s'appelle la Pacification. Cela a un grand succès, c'est accepté même par les Républicains. Ceux qui ont vécu la torture, la prison sans charges, les escadrons de la mort britanniques, sont devenus invisibles. Et la violence britannique a continué lors du processus de Paix. Ils ont utilisé la violence de l'État pour faire passer les loyalistes à travers les quartiers nationalistes et ont fermé les yeux sur les agissements des groupes loyalistes "en

cessez-le-feu". Ils ont joué à fond la carte "Orangiste", la secrétaire d'État Mowlan allant même jusqu'à rencontrer les chefs loyalistes en prison. L'alternative à cette violence de masse, c'était le vote "oui" au référendum et le Stormont et ses mesures sectaires. Chaque pas en avant était basé sur la menace que la seule alternative était plus de violence. Et cela va continuer. La Paix avec les Britanniques exclut un contrôle de la population laborieuse, l'égalité et la justice. Le retour à la "normalité", c'est le retour à l'avant 1969, modernisé.



## Les dividendes de la Paix

Il y aura une modeste amélioration économique qui ne transformera pas le Nord. Les apports d'argent ont aidé à convaincre les riches Unionistes. L'argent de l'Europe et des USA dans les quartiers a créé la base sociale du processus de Paix en donnant des emplois à des Républicains et à des Loyalistes. Cela a créé une idéologie réformiste sans créer les bases pour une réforme : ce n'est que du clientélisme. Là où les fonds ont été utilisés pour un développement économique, cela n'a été que des emplois sous-payés avec des deals avec les syndicats.

Les deux faiblesses du Processus de Paix sont l'évolution à droite et l'absence d'engagement envers la justice sociale et cela arrive aussi en Palestine et en Afrique du Sud. Arafat, absorbé par sa propre survie, laisserait, en cas d'un hypothétique deal miraculeux, les travailleurs palestiniens esclaves des capitalistes israéliens. En Afrique du Sud, les patrons blancs règnent en maître.

## Alternative

Au lieu d'une alliance avec les capitalistes "verts", la famille nationaliste, Fianna Fail et le SDLP, les millionnaires américains, la lutte pour la démocratie devrait chercher le soutien de la classe ouvrière irlandaise, ceux qui se battent contre les leaders de droite de la famille nationaliste. Mais on ne peut à la fois s'appuyer sur une lutte de classe de masse et sur une diplomatie secrète. Quand Bernadette Mac Aliskey a visité les USA, on lui a demandé :

- "Que pensez-vous que l'on puisse faire ?"

Elle a répondu :

- "Deux choses. Nous devons chercher des possibilités de mobiliser les gens sur des objectifs clairs, même très limités. Nous devons engager des discussions politiques, encourager les gens à analyser les relations réelles entre l'Irlande et la Grande-Bretagne. Nous avons

besoin de nouvelles analyses. Depuis trop longtemps, il n'y a pas eu d'étude de l'histoire et de la politique. Il faut le surmonter. Plus les gens comprendront les problèmes et moins on les trompera. Ce sont les bases sur lesquelles un nouveau mouvement pourra se construire".

## L'Angleterre n'a Aucun intérêt égoïste en Irlande

Un chercheur a pu chiffrer la dépense britannique totale dans les 6 comtés : elle a été de 23,5 milliards de livres (235 milliards de francs). Quand on lui a demandé pourquoi tant d'argent a été dépensé pour rester en Irlande, il n'a su quoi répondre, de même les Républicains qui assistaient à la conférence, y compris Gerry Adams.

C'est absolument fondamental. Le mouvement ne peut donc expliquer pourquoi il a combattu pendant un quart de siècle ! Il peut juste répéter la propagande britannique, Martin Mac Guinness lui-même : "Je ne crois pas à l'intérêt stratégique. Je pense plutôt à la défense des Unionistes plutôt qu'à la raison stratégique et économique" (Oxford 1995). C'est ce que dit l'establishment britannique de la défense des droits démocratiques de la "majorité" unioniste. Ils disent que les "Brits" sont neutres entre les factions ennemies qu'ils empêchent de s'entretuer. Il s'ensuit qu'il n'y a pas de lutte anti-impérialiste et que l'impérialisme peut jouer un rôle progressiste en devenant les "persuadeurs" des Unionistes à s'unir avec le reste du peuple irlandais. L'obstacle est donc les Unionistes et pas la Grande-Bretagne. Les Républicains doivent donc nous expliquer pourquoi ils ont lutté par les armes contre un ennemi qui n'en était pas vraiment un puisqu'il n'avait pas d'intérêt à rester ? Bien sûr, si la Grande-Bretagne a son propre intérêt, tout ceci est faux et le processus de Paix condamné à l'échec.

La Grande-Bretagne ne quittera jamais volontairement l'Irlande, quels que soient les arguments ou les ruses des dirigeants républicains, pas avant que ceux-ci n'aient démontré qu'ils sauvegarderont les intérêts britanniques dans une nouvelle Irlande. Dans ce cas, ils auront le dur travail d'être plus british que les Unionistes tout en se réclamant de l'anti-impérialisme et du socialisme.

Hélas, non seulement les dirigeants républicains se trompent mais également ceux qui croient comprendre l'impérialisme. Beaucoup de "socialistes" (NDT = révolutionnaires : communistes, anarchistes, etc.) adhèrent à "l'Angleterre n'a aucun intérêt et...". Ils répètent l'avis de Eamonn Mac Cann en 1974 (Dirigeant du Socialist Worker Party, groupe trotskyste ressemblant à Lutte Ouvrière). "L'intérêt britannique consiste à équilibrer le capitalisme Orange et Vert, le Nord et le Sud, les catholiques et les protestants". Ceci conduit ces militants et d'autres à prédire que le Processus de Paix conduira à une solution idéale pour les Britanniques basée sur un partage de souveraineté avec Dublin.

Le désir des Républicains et de la gauche de croire aux proclamations britanniques de désintéressement et de neutralité est très répandu. Les Unionistes continuellement disent que Londres n'a pas d'intérêt à rester et

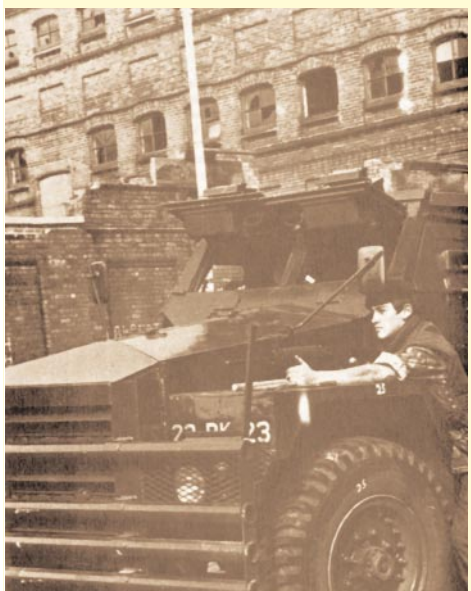


dénoncent leur abandon. Le SDLP et le Labour vont dans le même sens. Cependant, comme beaucoup de déclarations de la perfide Albion, c'est un mensonge. Nous devrions croire que les Britanniques ont dépensé tant d'argent pour les "droits" de 900 000 Unionistes par bonté d'âme, ce qui est sans précédent dans leur histoire : 4 milliards de livres par an (40 milliards de francs !) pour cela. Ils auraient conduit une guerre brutale et dégueulasse qui a souillé leur image internationale pour leur loyauté envers quelques protestants ? Hélas, comme toute croyance populaire, les analyses rationnelles sont de peu d'effet pour les combattre. On avance même que tout l'argent que l'Angleterre dépense dans les 6 comtés est la preuve que les Britanniques n'ont aucun intérêt à y être.

## Histoire

Les Britanniques n'ont quitté les 26 comtés qu'après une guérilla combinée de mobilisation populaire, coïncidant avec une économie en crise, la fin de la 1ère Guerre mondiale et la perspective d'une guerre totale où l'engagement de 100 000 soldats serait nécessaire pour une victoire totale. Même l'Archevêque de Canterbury avait condamné la Grande-Bretagne et le Labour estimaient que "les choses commises au nom de notre pays font que son nom est souillé aux yeux du monde entier".

Les Britanniques "ne souhaitaient pas la partition", or Lloyd George a déclaré que c'était "le plus grand jour dans l'histoire de l'Empire britannique". Ils ont prioritairement soutenu les forces de l'État libre après le traité. Soutenir l'État libre serait-il opposé à la partition et à l'Unionisme ? Pour Churchill, il fallait une réinvasion du Sud pour abattre l'IRA. Ce ne fut pas nécessaire car l'État libre put gagner avec les armes anglaises. Mais même après, la reconquête fut envisagée. C'était juste trop cher : une armée de 200 000, la peur de l'écroulement des réactionnaires irlandais, la contagion bolchevique et la perte de marchés. Ils optèrent pour le soutien financier et politique



au nouvel État. Ils n'ont jamais exclu une possible unification, pas de l'Ulster dans les 6 comtés, mais bien des 26 comtés dans l'Empire ! La création de l'État du Nord n'était donc

qu'un élément d'une stratégie globale où la partition garantissait l'existence et soutenait l'État du Sud qui, en échange, aidait lui aussi à sauvegarder les intérêts fondamentaux de l'Angleterre sur l'île.

## Importance stratégique

En 1949, le gouvernement "Labour" approuva un rapport secret qui estimait : "en tant que zone d'importance stratégique"



primordiale, le Nord de l'Irlande devrait continuer à faire partie des dominions de sa Majesté... De même, il semble impossible que la Grande-Bretagne ne soit jamais à même d'abandonner sa juridiction... même si le peuple le désirait."

Un document de 1951 du Commonwealth : "Historiquement, l'Irlande n'a jamais été capable de se protéger contre une invasion, et est une base potentielle d'attaque contre le Royaume-Uni. Il est très important qu'une partie de l'île, bien placée stratégiquement, souhaite rester dans le Royaume-Uni et son schéma de défense".

En 1982, le vice-amiral Sir Ian Mac Gough, chef de l'OTAN pour l'Atlantique Nord : "L'importance stratégique de l'Irlande, quel que soit le schéma de protection des voies maritimes approchant les îles britanniques, ne doit pas être sous-estimée. L'actuelle situation de troubles en Irlande du Nord a de sérieuses implications pour la force et l'unité des alliés".

Avec la fin du danger soviétique, largement exagéré, on le sait maintenant, on nous demande de croire qu'en fait le désir de se désengager n'a que dix ans. Or l'Irlande, par sa proximité économique et politique, continue d'être d'un grand intérêt stratégique comme cela fut exprimé en 1949 par Herbert Morrison, leader de la Chambre des Communes en 1949 : "L'Irlande (...) est très proche de nos côtes et nous ne pouvons être indifférents à ce qui se passe là-bas." La menace pour les Britanniques évolue. Parfois c'est la sub-version : "Le plus grand défi pour les gouvernements du Royaume-Uni, de la République et de l'Europe est que, si la campagne de l'IRA réussit au Nord, ils se tourneront vers le Sud, vers leur but d'une République socialiste des 32 comtés.

L'Europe aurait en face d'elle un centre de subversion similaire à ce que représente Cuba pour les Amériques. C'est le principal foyer d'instabilité et la raison pour laquelle nous nous assurerons que l'IRA ne réussira pas dans le Nord."

Étant donné les millions d'Irlandais présents en Angleterre, il est facile d'imaginer une contagion en cas de changements en Irlande. Que le mouvement républicain se soit assagi - "Je n'ai aucun problème avec le capitalisme" :

Gerry Adams - ne veut pas dire que l'Angleterre abdique ! Le tournant républicain n'est que l'illustration du succès de la stratégie britannique. C'est la preuve de l'engagement des Britanniques en Irlande.

## L'économie

Les défenseurs de la soi-disant neutralité britannique énumèrent les départs d'investissements, la faillite de l'économie unioniste et le déclin du capitalisme anglais pour expliquer qu'ils ne veulent pas rester. Ce qui les retiendrait serait la déstabilisation qu'engendrerait leur départ.

S'ils ne sont pas concernés, en quoi la déstabilisation les concernerait ? Des intérêts seraient en fait menacés par le départ. Bien sûr, l'impérialisme ne s'intéresse pas qu'aux intérêts immédiats du commerce et des investissements. Il est juste de pointer le déclin anglais et la moindre dépendance irlandaise envers le marché anglais. Les usines possédées par les Britanniques sont passées de 83 % à 58 % entre 1973 et 1990 au Nord. Au Sud, la main-d'œuvre à leur service est passée de 27 000 à 23 000. Mais ce n'est que le secteur manufacturier.

Or l'Irlande est toujours un marché important pour le Royaume-Uni. C'est le cinquième marché d'exportation et le seul avec un excédent, de 1981 à 1990, de 6,5 milliards de livres. Récemment, le Nord comme le Sud, ont reçu d'énormes investissements dans le commerce de détail. En deux ans, beaucoup de super-marchés sont passés sous contrôle anglais. Les mass médias populaires sont majoritairement contrôlés. Un nouveau centre commercial à Dublin a accueilli 400 banques et compagnies financières avec les impôts à seulement 10 %.

Désormais Dublin compte plus que les îles anglo-normandes : alors que l'industrieériclité, d'autres secteurs sont en expansion. Et peu importe ce que vaut l'Irlande pour l'Angleterre, celle-ci est cruciale pour l'Irlande. Si 70 % de ses exportations se font vers l'Europe, le Royaume-Uni est son principal client, deux fois plus importants que le deuxième, l'Allemagne. 40 % de sa main-d'œuvre dépend du marché anglais. Si les



entreprises directement britanniques ont diminué, elles sont encore 60 % des firmes étrangères dans le Nord et 20 % au Sud. Malgré sa rupture avec le sterling en 1979 et son appartenance au SME (système monétaire européen), la livre irlandaise a dû être dévaluée trois fois, la dernière pour sa dépendance envers l'Angleterre.

Bien qu'en déclin, l'impérialisme britannique reste fort, il a droit de veto au Conseil de sécurité de l'ONU, il est l'une des cinq puissances nucléaires reconnues, membre du G8 et l'un des rares avec une force d'intervention dans le monde entier. C'est la 5ème puissance commerciale et cela compte pour 22 % de son

PIB. La City est une place de première importance, 17 % des investissements mondiaux en provenaient en 1989 et c'est là que passe une grande partie des investissements US et japonais. En 1982, 75 % des capitaux anglais sont allés aux USA, sept fois plus qu'en Europe. Ce qui explique la relation "spéciale" entre les USA et l'Angleterre et rend caduque le sentimentalisme manifesté lors de la Saint Patrick à New York.

Cela fait du Royaume-Uni un pays impérialiste majeur avec des intérêts mondiaux à défendre. Il est inconcevable qu'il laisse menacer sa crédibilité et sa stabilité si près de ses côtes alors qu'il est prêt à faire la guerre aux Malouines, en Irak, en Bosnie et au Kosovo !

L'Irlande accueille 40 % de tous les investissements américains en électronique en Europe. Les 26 comtés reçoivent 25 % des investissements européens en télémarketing. Une compagnie sur 5 des 1 100 présentes en Irlande a un rôle stratégique clef. L'Irlande est très importante pour l'impérialisme, la partition est le mécanisme qui permet la stabilité au Sud et les investissements. Aucun secteur du capitalisme mondial n'a intérêt à gêner la situation actuelle où le capital accumule des profits. Enfin, malgré le déclin britannique, aucun groupe capitaliste irlandais ne s'est créé, capable de s'insérer dans l'économie mondiale. C'est vrai économiquement et politiquement. L'Irlande maintient une relation néo-coloniale, soumise aux multinationales et aux États. L'Angleterre est le garant de ces intérêts et cela explique que les USA n'ont aucun conflit d'intérêt avec elle. Pour eux, l'Irlande est une arrière-cour, tout comme les Caraïbes en Amérique.

## La politique actuelle

Pour ceux qui pensent que le Royaume-Uni est neutre, qu'il veut partir d'Irlande, le problème est comment expliquer les 25 dernières années. Tous les plans présentés dans cette période maintenaient l'Angleterre au pouvoir. Incapables d'expliquer la contradiction entre les faits observables et leurs spéculations, la plupart ignorent le problème. Au milieu des années 70, de nombreuses entreprises anglaises partaient, ce qui a coïncidé avec la politique d'Ulsterisation. Loin de quitter l'Irlande, d'énormes sommes furent consacrées à une nouvelle stratégie de contre-insurrection. Au lieu de partir, ils tentaient tout pour rester. S'ils partaient, ils ne mettraient pas tant d'armes dans les mains des Loyalistes pour s'opposer à leur départ. Ils n'auraient pas fait passer leurs dépenses de 125 millions en 1971 à 1 800 en 1989. Ils n'auraient pas fait enlever les articles 2 et 3 de la Constitution du Sud. Lorsqu'on dit que tout changera lors de l'Anglo-



Irish Agreement (1985, NDT), il faut se rappeler les paroles de Garrett Fitzgerald, Premier ministre irlandais de l'époque : "Rien d'important n'a changé". Les motivations de Dublin avaient été bien définies par un haut responsable britannique et ce n'était pas ce que prétendaient les Unionistes : "Fitzgerald était préparé à réduire les aspirations nationalistes à une unification dans le but de promouvoir la stabilité dans le Nord et porter un



coup à l'avance politique de Sinn Féin, c'est-à-dire réconcilier les Nationalistes avec l'Union et pas la briser. Mais cela ne pouvait être obtenu que par l'association institutionnalisée d'une manière ou d'une autre de la République avec le gouvernement du Nord."

Le bénéfice pour Londres était substantiel : Dublin reconnaissait la partition. Tom King, le secrétaire d'État aux 6 comtés, pouvait se réjouir de la fin du rêve d'une Irlande Unie et Douglas Hurd, au congrès conservateur de 1991, que le débat sur la partition était terminé. Le gouvernement de Dublin découvrit la réalité de cet accord quand ils virent à la télé le passage forcé des Orangistes à Garvaghy Road en 1996. Le premier voyage de Tony Blair en Irlande ("Je suis un Unioniste", NDT) montra que le New Labour était pour la partition comme les Tories.

Tous les plans ont eu des constantes : – tenir le Nord même à bout de bras ; – ne pas désactiver l'État car cela justifie sa présence ; – ne pas dépenser un sou pour les Nationalistes car il faudrait hausser d'autant les subsides aux protestants pour maintenir leur supériorité.

En 25 ans de gestion directe, les taux de chômage sont restés les mêmes. Aucune excuse : les emplois dépendants du pouvoir sont passés de 25 % en 1971 à 36 % aujourd'hui. Ils disent que c'est difficile, ou ils ont investi énormément à Belfast Est et Belfast Ouest attend toujours. Les subventions ne touchent que les entreprises qui choisissent leurs ouvriers sur des bases religieuses. En 15 ans, Harlan and Wolff (les chantiers navals du "Titanic", notablement protestants, NDT) ont reçu un milliard de livres. Autrement dit, ils ont de l'argent et ne le débloquent que sur des critères religieux. En tant que socialistes, nous défendons les droits des travailleurs protestants à garder leur emploi et pas à être remplacés par des catholiques. Mais nous nous opposons à la supposée bonne volonté des Britanniques qui ne font que renforcer les conflits.

Pareillement, nous dénonçons le recours à des

escadrons de la mort, aux lois scélé-rates, aux faux rapports comme celui sur Bloody Sunday, à la mise à la trappe de ceux de Stevens et Stalker (voir Solidarité Irlande, NDT) sur les liens entre la RUC et des assassins loyalistes.

Bien qu'ils n'étaient pas sérieusement menacés d'une défaite, la faiblesse de l'impérialisme était manifeste dans son incapacité à vaincre la résistance et dans son désir d'enrôler Dublin à son aide. Le Processus de Paix nous montre qu'ils y sont parvenus. La victoire britannique est d'avoir réussi à obtenir un nouvel accord, non plus seulement garanti par une brutale domination loyaliste, mais par une nouvelle classe sociale : la petite bourgeoisie catholique qui, en échange, réclame une reconnaissance de son "identité". Le problème des Britanniques est de concilier la reconnaissance formelle de l'identité irlandaise avec le maintien de l'essentielle nécessité des privilèges sectaires, les ouvriers protestants restant juste au-dessus des ouvriers irlandais, loyaux envers leur propre exploitation à cause de la continuité de l'État sectaire.

## Le Sud

Le Processus de Paix tient sur deux autres illusions :

- que les capitalistes du Sud ont intérêt à absorber le Nord ;
- que les USA ont un rôle progressiste à tenir.

Il ne devrait pas être nécessaire de rap-peler aux Républicains que les gouvernements du Sud, et surtout ceux de Fianna Fail, ont toujours lutté de toutes leurs forces contre ceux qui voulaient une Irlande Unie. Et même avec des méthodes plus cruelles que celles des "Brits" et des Unionistes !

Tous les partis du Sud sont favorables à la partition et tentent de convaincre la population de légitimer le droit de l'Angleterre sur le Nord. L'establishment du Sud, dirigé par Fianna Fail, a abandonné toute idée de développement indépendant à la fin des années 50 quand ils ont ouvert la porte aux multinationales. Ils ont



aidé à la destruction des entreprises locales et ont créé des tas de petites entreprises dépendantes des multinationales. Les demandes de liberté d'entreprendre, d'investissements sans risque, sans impôts, d'ouvriers sous-payés, ont créé une classe dirigeante avec les mêmes intérêts que les multinationales. Les intérêts économiques rejoignent les intérêts politiques. Une stabilité politique et une classe ouvrière désorientée, voilà les buts de l'impérialisme - américain et britannique - et des dirigeants du Sud. Et ce que ceux-ci craignent par-dessus tout, c'est une réunification et les changements radicaux qu'elle impliquerait, dont une fuite rapide des capitaux investis en Irlande.



L'État du Sud a dépensé contre les Républicains plus d'argent, proportionnellement, que les Britanniques. Encore une fois, pourquoi tant dépenser si ce n'est pour soutenir la partition. Récemment, tout en parlant d'Unité, ils ont



défendu le veto unioniste et la légitimité de l'État du Nord exprimés dans les Accords Anglo-Irlandais et la déclaration de Downing Street. Et ce sont ces gens unis avec le SDLP, dont même les Républicains essaient d'oublier l'histoire, qui forment l'alliance "Pan-nationaliste" supposés s'opposer à l'intransigeance britannique.

Les Unionistes ont raison de demander comment l'État du Sud pourrait absorber le Nord (voir les difficultés pour la riche RFA d'absorber la RDA, NDT). Ils estiment l'augmentation des impôts à 25 % pour maintenir le même niveau de vie. C'est pourquoi Nationalistes et Républicains demandent la continuité de l'arrosage d'argent par Londres. Et on nous demande de croire que l'Angleterre va partir parce que cela lui coûte trop cher et qu'une fois partis, ils vont continuer leurs dépenses. Sinn Féin nous demande de croire à une démocratie subventionnée par Londres et les multinationales. Pourquoi Britanniques et USA aideraient un pouvoir sous une forme ou une autre de contrôle populaire alors qu'ils s'y sont opposés partout dans le monde ? Dans sa brochure Economics of a United Ireland, Sinn Féin ne mentionne pas une seule fois le socialisme. Hélas si la nouvelle Irlande n'est pas destinée à être socialiste, elle sera encore moins démocratique.

Une des raisons de la division de l'Irlande est que les capitalistes "verts" et la bourgeoisie n'étaient pas assez forts pour assurer un capitalisme national a été abandonné et préféré aux multinationales, ce qui prouve que la faible néo-colonie, satellite de l'Angleterre, ne fera rien pour unifier l'Irlande.

## USA

Contrairement aux idées communément admises, les USA sont peu intervenus et



Les Orangistes restent dans leur coin

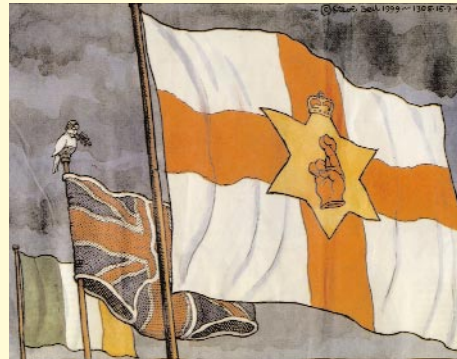
toujours dans le même sens. Pour les USA, l'Irlande est une arrière-cour de leur principal allié : pendant la 2<sup>ème</sup> Guerre mondiale et la guerre froide par exemple. Ils sont derrière le Processus de Paix réactionnaire, comme derrière celui de la Palestine et de l'Afrique du Sud.

L'idée que Clinton est plus progressiste que les autres présidents est naïve, est du même tonneau que le "bon flic et le mau-vais flic". On peut dire la même chose des politiciens irlandais américains margina-lisant Noraid (recueillant des fonds pour la lutte, NDT) plutôt que de lutter contre la politique britannique. Rappelons John Moore, ancien ambassadeur à Dublin : "Une Grande-Bretagne incapable de s'occuper de l'Ulster perdrait la confiance dans sa capacité à intervenir n'importe où".

La Partition maintient le capitalisme dans l'île. La défaite ou le départ volontaire menacent l'Angleterre elle-même. Cela ouvrirait la voie à l'unité de la classe ouvrière. Les socialistes qui défendent la neutralité britannique doivent s'expliquer là-dessus. Les socialistes au contraire doivent être pour la défaite de l'impérialisme britannique.

## Quelle alternative ?

Les Républicains traditionnels sont désorientés et pourraient regarder vers le Republican Sinn Féin et le Conseil de la Continuité. Cependant, eux-mêmes font partie du problème. Des nouvelles décennies de lutte armée ne sont pas une alter-native et peu vont s'y rallier. La stratégie de Paix a pour but de cacher l'inadéquation et l'échec de la lutte armée. Ceux qui défendent un retour aux armes doivent dire comment cela va réussir mieux que dans le passé. Sont-ils plus forts ? Sont-ils mieux armés qu'en 1972-73 et les "Brits" sont-ils plus faibles ? Comment vont-ils organiser un soutien politique de masse à cette lutte armée ? Pour un



résultat meilleur, ils devront obtenir plus de soutien que les Provisoires n'en ont jamais eu. Comment avoir un soutien au Sud ? Comment contrer l'opposition des Provisoires comme lors de l'exécution de deux flics à Lurgan, que même Andersonstown News a condamné. Une autre guerre pro-longée n'aura aucun soutien de la classe ouvrière nationaliste. D'autres comme Tim Pat Coogan défendent la natalité. Or la religion n'égalise pas la politique, en fait les bourgeois catholiques sont souvent Unionistes. Et les émigrations économiques sont monnaie courante.

## La politique de la lutte armée

Le Processus a mis les armes sur le devant de la scène, mais d'une manière inédite. Qui a le droit de porter des armes, qui contrôle, qui a le droit de les utiliser, quel futur pour ces armes, tout ceci est ardemment discuté. Socialist Democracy rejette tout désarmement basé sur le plan britannique ou sa version "Mitchell". Le plan Mitchell ne prend pas en compte les armes contrôlées par les forces armées officielles, pas plus que les milliers d'armes loyalistes. Pour Mitchell, la branche armée de l'État britannique n'a aucune responsabilité dans la violence. Il faut se rappeler, au moment où on donne des leçons de désarmement, comment la classe ouvrière nationaliste s'est armée au début. Elle a désespérément cherché à s'armer en 1969-70 dans un climat de peur et de violence pour se défendre contre les pogroms de l'État et des loyalistes. Dumcree nous montre qu'on en est toujours là. L'appareil d'État est toujours une arme qui défend un État sectaire et les privilèges



de ses supporters. Il n'y a aucun signe de réforme après 30 ans de "réformes". L'expérience nous apprend que la classe ouvrière et les opprimés n'ont qu'une seule voie pour défendre leurs droits démocratiques : prendre le contrôle de leur destinée. Non la politique par le haut, mais par le bas : détruire l'État oppresseur par l'action de masse. Détruire l'État était le but de l'IRA pendant 20 ans. C'est remis en cause et cela provoque un rejet de toute idée de Révolution et l'illusion que la diplomatie peut faire plus avec la "famille nationaliste".

## Nationalisme contre Socialisme

Le Mouvement Républicain est dans une phase de remise en cause de ses buts révolutionnaires parce que l'Impérialisme soutient l'État sectaire des 6 comtés et qu'il a mis l'IRA sur la touche. Leurs dirigeants ne voient aucune alternative autre que baisser leurs revendications afin de s'unir avec le SDLP. Plus le temps passe et plus ils se ressemblent, s'appropriant le langage du Nationalisme constitutionnel. Ils ont abandonné "Brits out". Comment un mouvement révolutionnaire a-t-il fini dans la situation désespérée de ne voir son avenir qu'avec ses anciens ennemis Hume et Reynolds ? La principale raison est que le Mouvement Républicain a toujours catégoriquement rejeté les méthodes de lutte de masse, d'organisation des masses, au profit de la lutte individuelle et du nationalisme révolu-

tionnaire des petits bourgeois, petits commerçants, fermiers, etc. Ses racines sont Wolfe Tone et les Jacobins français en lutte révolutionnaire contre la monarchie et le féodalisme. Tous les historiens sont d'accord que c'est la petite bourgeoisie qui a été à la tête de la rébellion de 1916. En 1920, Sinn Féin a boycotté le Parlement et organisé une insurrection. C'est ce que l'IRA rajeunie de 1969-70 a hérité de ses ancêtres comme arme révolutionnaire : boycott politique et lutte armée. Les socialistes ne rejettent pas en principe les insurrections contre l'Impérialisme mais ils rejettent toute stratégie d'avant-garde armée qui croit que la révolution est un acte volontariste purement subjectif coupé du mouvement général de la population. Connolly lui-même donne l'impression que le processus de Révolution Socialiste repose sur un acte de foi subjectif. La version socialiste de l'insurrection armée est qu'elle arrive au point culminant d'un processus objectif de montée de la lutte de classe, lorsque les manifestations, les grèves, les occupations ont énormément renforcé la confiance et l'organisation des travailleurs et des opprimés et affaibli l'unité des classes dirigeantes.

Le moment où il faut commencer une insurrection armée (bien différente d'une autodéfense armée en cas de fascisme par exemple), c'est lorsqu'un double pouvoir s'est développé. Cela signifie que les masses se détournent de l'État et qu'émergent des structures différentes qui commencent à prendre la place de l'État, comme des comités de contrôle des usines et des administrations, de la police et des fonctions juridiques. Il y a un moment où les conditions sont mûres pour l'insurrection, et la lutte armée est la forme d'action la plus sévère pour abattre la classe dirigeante et ne doit pas être menée à la légère. Si elle échoue, elle a des effets désastreux. Si elle est prématurée, elle permet de mettre en branle toute la panoplie de lois d'exception afin d'écraser les exploités par la violence. Le Mouvement Républicain n'est pas d'accord avec ceci, minorant le rôle objectif de l'activité du peuple au profit de la volonté subjective, le courage et l'énergie d'une minorité décidée. Tous leurs efforts avaient pour but la conspiration, la construction d'une petite armée clandestine. La discussion politique et l'éducation étaient négligées, substituées par l'entraînement militaire et la discipline. Pour



eux, la lutte armée ne peut être menée que par une minorité. Se polariser là-dessus exclut, au mieux relègue l'organisation de la majorité. Si cela réussit, c'est la justification de la minorité armée. Si cela rate, et inévitablement cela arrive, cela démoralise ceux qui luttent. De toute



façon, cela dépouille les masses de leur émancipation et place de façon secondaire leur auto-organisation. Les Provisoires sont nés comme défiance envers la politique et pour le retour à la conspiration armée. Ils ont commencé par donner peu d'importance aux facteurs sociaux qui ont mené à la crise du Stormont. C'est ce qu'ils paient en ce moment.

## Socialisme et guérilla

Voici les raisons qui ont mené à la scission de l'IRA en 1969-70 :

1. La fin de l'abstention et la reconnaissance de Westminster, Stormont et de Leinster House (Dublin).
2. L'incapacité à défendre les ghettos nationalistes.
3. La défense du Stormont par la direction.
4. "L'extrême socialisme" de la direction.
5. Les méthodes contre les dissidents.

Ils ont vite pris conscience de l'existence d'un mouvement spontané de résistance armée et se sont posés en direction de ce mouvement. La jeunesse observait le côté conciliateur des seuls "socialistes" visibles, les "officiels". Les Provisoires avaient raison de se méfier de l'influence désastreuse du stalinisme sur le leadership de gauche de l'IRA. C'était l'époque de la "coexistence pacifique" avec l'Impérialisme.

En Irlande, le dogme stalinien enseignait que les droits civils devaient être obtenus dans les 6 comtés comme une première étape avant même de poser la question de la partition. Ce schéma était bien sûr remis en cause par la révolte de la jeunesse des années 68-69 qui s'opposait directement à l'État. Ceux qui rejoignirent les provisoires ne connaissaient rien au stalinisme, ils voyaient simplement que c'était un obstacle dans leur lutte.

Le message de l'IRA en 1970 était clair : retour à l'action militaire, non au discours politique, retour au nationalisme révolutionnaire irlandais.

En juin 1970, ils se constituèrent une solide réputation militaire en expulsant un gang loyaliste de plusieurs milliers de nervis dans l'enclave de Short Strand. Cependant, Sean Mac Stiofain, le chef d'état-Major révéla par la suite qu'il n'était pas question d'en rester à une

lutte défensive. En octobre 1970, la riposte consistait en une campagne systématique de bombes.

Pour Che Guevara, dans son manuel de guérilla, le mot espagnol définit mal la notion. Peu importe la petitesse d'échelle, son but ultime est la conquête du pouvoir. "Ceux qui minorent la guérilla oublient les luttes de masse insinuant que les guérillas et les luttes de masse s'excluent mutuellement. Nous rejetons cela, la guérilla est une lutte populaire, mener ce type de lutte sans soutien de la population est le prélude du désastre. La guérilla est l'avant-garde des masses paysannes."

Pour le Che, la guérilla à la campagne avait pour but de créer une armée de libération. Il livre dans ses Écrits des tas d'arguments économiques pour justifier la lutte armée dans les pays sous-développés, où la majorité vit de l'agriculture avec une terrible surexploitation. "Nos soldats faisaient partie de cette classe prête à lutter pour la possession de sa terre". Cette lutte a pour but d'expulser les forces gouvernementales de zones importantes et d'instaurer un double pouvoir. Cependant, même en Amérique Latine, cela a mené à des défaites.

En Irlande, la base sociale de paysans pauvres est tout simplement absente. Ce qui ne rend pas la lutte armée impossible : en France (et autres), la résistance armée dans les années 40 ne se déroulait pas dans une société rurale et pourtant elle utilisait cette tactique contre les Nazis. Il faut que les socialistes prennent en compte tous les facteurs, pas seulement économiques, d'une société particulière : l'état de la lutte de classe, le degré de la crise politique. Mais surtout que toute lutte armée doit être soumise au but de créer un mouvement des travailleurs et des opprimés. Autrement dit, en Irlande, une guérilla ne peut regrouper la majorité des opprimés. C'est notre objection première à la guérilla comme stratégie telle qu'elle a été adoptée par le Mouvement Républicain et elle ne veut pas dire



opposition à toute activité armée. Ce que nous évaluons dans les campagnes de l'IRA est quel effet elle a sur le but de créer un mouvement révolutionnaire en Irlande. L'ont-elles aidé ou rendu plus difficile ? Pour beaucoup, cela a été un exemple de résistance courageuse. Mais cela a été aussi un échec et a conduit ceux qui espéraient, à prendre un Processus de Paix en ruine pour une solution. Nous ne sommes donc pas d'accord avec une lutte armée comme moyen abstrait, absolu ou naturel. Les Républicains se retrouvent avec





aucun mandat de faire la guerre pour le peuple irlandais. Bien sûr les opprimés ont le droit d'avoir des armes pour se défendre. Mais ce que le Mouvement Républicain voulait, c'était en finir avec l'occupation de cette manière. Du droit à l'autodéfense résulte notre rejet d'un cessez-le-feu comme monopole des capitalistes à porter les armes. Nous ne voulons pas pour autant une plus importante campagne militaire. Nous demandons à l'IRA de mettre sa capacité au service de la résistance. Mais une offensive, une insurrection, ne peuvent venir que lorsque les organes de double pouvoir ont été mis en place.

La fin de la lutte armée est arrivée comme un coup de tonnerre dans le ciel bleu, prenant les militants par surprise. Il n'y a eu aucun débat, les maîtres du jeu sont les membres du Conseil de l'Armée.

La conséquence est un renoncement au Républicanisme traditionnel et plus de réformisme. Par le passé, il a été prouvé que l'abandon de la lutte armée était la fin du Républicanisme : pas de lutte armée, pas de Mouvement Républicain.

La confiance absolue des Républicains dans le Conseil de l'Armée est la preuve de la non-identification du Mouvement avec les travailleurs. L'IRA se dit au-dessus des classes, représentant de la Nation, mais elle refuse de s'opposer au capitalisme. Cela veut donc dire s'adapter à ceux qui dirigent la société, ce qui entraîne de la caractériser de "petite bourgeoisie". Pas à cause de leur composition sociologique. Dans le Nord, ce sont les plus pauvres, mais parce que leur programme ne s'identifie pas avec les plus pauvres. En fait, émotionnellement, les leaders républicains se retrouvent dans le soutien à la petite propriété et avec le principal parti capitaliste : Fianna Fail. Ce qui ont pensé autrement, ont dû quitter le Mouvement.



L'IRA affirme sa continuité avec 1916, le premier Daill de 1919 et le deuxième de 1921. Or contrairement à l'IRA des années 20, la nouvelle rejette tout affrontement avec l'armée du Sud. Or après la défaite, les antitraits

voulaient une deuxième chance contre l'État du Sud.

Aujourd'hui, si l'IRA s'opposait à l'État du Sud, cela paraîtrait ridicule et montre le changement. Nous ne leur demandons pas de s'y attaquer. Nous sommes pour sa destruction autant que celui du Nord. Mais pour un mouvement qui ne croit qu'à la lutte armée, cela signifie qu'il ne veut pas changer l'État du Sud. Élever, comme il le fait, l'Establishment du Sud au rôle de leader de la famille nationaliste, montre qu'ils acceptent la partition de 1920, ce que l'IRA des années 20 refusait. Comment définir comme allié un ex-enemi mortel ? Jamais l'État du Sud ne favoriserait une rébellion populaire républicaine au Nord. Cet état a été créé pour écraser ce qui restait du Mouvement Républicain.

## Illusions politiques

Pour nous, le Mouvement a mené une lutte de libération nationale, mais déformée par la réalité sociale sur laquelle elle s'appuyait : pas la classe ouvrière. Cela n'en fait pas des "terroristes". Les terroristes sont de petits groupes de conspirateurs sans aucun lien avec la population. L'IRA est soutenue par les plus opprimés des Irlandais. Ce soutien a été confiné dans une minorité mais ça n'a rien à voir avec



du terrorisme individuel. Mais d'autre part ses campagnes en Angleterre n'ont eu aucun soutien des travailleurs anglais et se sont opposées au but d'obtenir leur soutien au droit à l'autodétermination. Nous pensons que les socialistes anglais qui appellent cela "terrorisme", ne voient pas la cause du conflit : l'Impérialisme.

## L'IRA 1970-77

Nous distinguons deux périodes 70-77 et jusqu'à 1989 et la Stratégie de Paix. Dès le milieu des années 70, l'IRA avait fini son offensive et était en retraite. En 1972 et 1975, l'état-major s'est réuni avec les Anglais pour demander : l'autodétermination, un retrait et une amnistie. Après ces désillusions, ils luttèrent plus pour résister que pour gagner. Ne pas être battus s'est substitué à une stratégie pour gagner. Ils utilisent l'aphorisme suivant: ce ne sont pas ceux qui infligent le plus, mais ceux qui endurent le plus qui gagnent. C'est ce qui popularise le souhait de la fin de la lutte dans la population.

- 1972 : "L'année de la victoire"
- 1973 : "Les brits sont battus"

- 1974 : "Encore un effort"
- 1977 : "Nous sommes confiants"

En 1972, l'IRA commença son cessez-le-feu en confiance. Le 7 juillet, William Whitelaw, secrétaire d'État, se réunissait avec Seamus Twomey, Sean Mac Stiofain, Daithi O'Connell, Gerry Adams et Martin Mac Guinness. La délégation arriva avec la certitude de parler de retrait des troupes. La suspension du Stormont, 3 mois avant, les persuadait que Londres allait acquiescer à leur demande. En fait, comme aujourd'hui, ils voulaient un renoncement à la République et une réfor-me des 6 comtés. Ils prévoyaient au même moment une offensive contre les zones libérées. Les discussions ont en fait été utilisées pour désorienter ceux qui allaient être assaillis par l'armée, bien que les Républicains aient promis qu'il n'y aurait aucune discussion tant que durerait l'inter-nement. Et bien sûr cela a permis au SDLP de manœuvrer pour faire son propre deal avec Londres.

L'opération "Motorman" du 31 juillet 1972 détruisit les barricades et fut le signal du reflux de la population insurgée. L'État sectaire reçut un coup de pouce et Londres pouvait se réjouir : "Motorman fut un coup décisif à l'IRA. Ils perdirent leurs zones qui avaient l'allure de minis États. Ils perdirent leurs bases arrières et furent obligés de se replier sur la frontière ou à la campagne. La violence déclina par la suite." C'est la perte des zones libérées qui sonna le déclin de la révolte. Retirer des zones entières de l'influence britannique avait plus d'importance pour le mouvement que pour l'IRA. C'est ce qui donnait du poids et du prestige à l'étranger. Or l'Angleterre avait besoin de prouver aux peuples irlandais et anglais qu'elle ne s'opposait qu'à quelques terroristes.

Les zones libérées avaient d'autres effets : elles réfutaient à elles seules les mensonges britanniques ; derrière les barricades, les gens s'autogéaient, se politisaient, s'émancipaient de l'influence de l'Église catholique et du SDLP car les petits bourgeois étaient de l'autre côté. Elles étaient enfin efficaces contre la RUC et les escadrons de la mort.

Ce n'était pas pour autant un double pouvoir. Elles étaient hors de l'État, autant que c'était

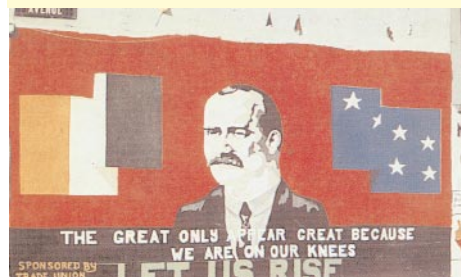


possible, plutôt qu'en compétition avec lui pour le remplacer. Elles n'al-iaient pas prendre le contrôle de l'écono-mie. Les réduire avait pour but d'empêcher l'extension d'un véritable processus révo-lutionnaire dans toute l'Irlande. Elles étaient donc très importantes en tant qu'auto-organisation ouvrière. Hélas, l'IRA n'a pas vu cette importance : le 21 juillet "Bloody Friday", elle faisait exploser 22 bombes à Belfast, tuant 9 personnes, ce qui fournit le prétexte aux Britanniques.

En mai 1974, Republican News voyait le départ des brits en décembre, comme à Chypre, Malte et Singapour. L'IRA elle-même semblait convaincue que sa cam-pagne de bombes en Angleterre, et la réces-sion économique, avaient créé les condi-tions de l'évacuation des troupes britanni-ques. Le 9 février 1975 commençait une trêve après des négociations secrètes. D'après les dirigeants de l'IRA, les Britan-niques avaient promis le retrait des trou-pes. Mais en novembre 1975, la guerre reprenait. D'après Adams, les brits avaient utilisé la trêve pour mettre en place une nouvelle stratégie, pas pour accéder aux demandes des Républicains. La trêve avait juste permis la mise en place de la politique d'Ulsterisation.

Cela prouvait l'astuce tactique des Anglais: les pertes anglaises passèrent de 58 en 1973 à 28 en 1974 et 14 en 1975. En 1992 et 1993, c'était 3 et 4. Et tout le poids repo-sait sur la RUC : les attaques contre la RUC passaient pour antiprotestantes, eth-niques avec les Britanniques comme modérateurs. Et cela poussa les Provisoi-res à la politisation : on ne pouvait pas seulement tuer les gardiens de prison et les juges, il fallait faire des campagnes d'opinion. La trêve de 1975 a fait baisser le niveau de sécurité dans l'IRA. Les services de renseignements ont recueilli des renseignements. En 5 mois, 400 personnes ont été inculpées, l'IRA était proche de l'extinction. En 1976, une nou-velle génération accusait les leaders de négligence.

De là vient la cassure entre la direction du Nord et celle de Dublin. Ils réalisèrent que la trêve avait permis de recruter des infor-mateurs (mouchards) et qu'ils détruisaient l'IRA. On remis en cause l'organisation en bataillons vulnérables à la pénétration. Une personne retournée pouvait donner des douzaines



d'autres. L'IRA s'organisa en cellules réduites : les arrestations bais-sèrent et les opérations crurent.

Ce changement a été imposé car l'IRA était en retraite. Une IRA plus réduite pouvait-elle, à 300, contrôler la lutte ? Une armée de guérilla importante permet d'accroître la lutte : pour forcer les Britanniques au départ, il fallait une plus grosse IRA, pas une plus petite. Cela rendait impossible d'obtenir ses buts.ï

## 1977-88 La guerre prolongée



La nouvelle direction de l'IRA, plus politique, s'est retrouvée face au pro-blème de mener la lutte armée avec un tournant vers un contenu plus politique. En fait la lutte armée avait prouvé son ina-déquation, tout en étant plus intense. Ils théorisèrent "la guerre prolongée", com-me point central, tout en admettant que la lutte armée en elle-même ne chasserait pas les brits. La "longue guerre" en fait permettait l'émergence de la politique et de Sinn Féin, sans mettre en danger le mythe de la force de l'IRA. Gerry Adams : "La lutte armée est de première importan-ce. Sans elle, le problème irlandais n'en serait pas un. La lutte armée est devenue de la propagande armée. Il n'y a pas eu encore de transformation de la guérilla en actions de masse armées gagnant des territoires. Pour le moment, c'est juste une façon d'amener un changement."

La liste des erreurs : Enniskillen, Skankill Road, etc., furent désastreuses. Au lieu de propagande positive, la liste toujours rallongée des cibles, aida la propagande impérialiste. L'IRA était encerclée par les Brits et la campagne anti-terroriste de Dublin contre ceux qui condamnaient la lutte légitime contre leur pouvoir, à du terrorisme. Et on nous disait que la lutte armée faisait avancer les choses. L'Anglo-Irish Agreement de 1985 provo-qua cette réaction : "C'est à cause de la bombe de Brighton (qui rata Thatcher, NDT) et de la montée de Sinn Féin. C'est une tentative d'isoler le soutien au combat des Républicains." Donc l'Agreement était réactionnaire, il poussait vers la droite. Donc la lutte armée aidait l'Impérialisme à construire une politique de droite. Or il fut interprété comme une concession. Et à peine 3 ans après, Sinn Féin engageait avec le SDLP des discussions. Ce qui a empêché la réalisation du front nation-liste à cette époque n'était pas l'opposition de Sinn Féin à l'Agreement, mais celle du SDLP à la lutte armée. À l'époque, nous disions déjà que Sinn Féin était inflexible sur la tactique, la lutte armée, mais flexible sur les principes.

## 1988 Cessez-le-feu ou reddition ?

Hume a vendu ainsi son projet : "Les Britanniques n'ont aucun intérêt à res-ter en Irlande. Si le peuple irlandais avait un arrangement pour l'unité irlandaise,

l'Angleterre l'aiderait à se réaliser." Il disait aux Républicains qu'ils pouvaient obtenir un bon deal en admettant l'Anglo-Irish Agreement et en déclarant un cessez-le-feu.

Progressivement le Mouvement Républi-cain se laissa convaincre et, en 1994, déclara une trêve.

Ce que l'Accord contenait en vérité, c'est une offensive majeure. L'appareil militaire a réussi à contenir l'IRA, à la réduire à un "niveau acceptable de violence". Du point de vue britannique, il n'a jamais été question de donner aucune concession à l'IRA. Ainsi, dès le cessez-le-feu, ils ont réclamé la remise des armes. Leur projet est résumé ainsi : "Les pertes humaines sont passées de 500 en 1972 à 94 en 1991 et 84 en 1992. Elles sont moins importantes que les accidents de la route." Si l'IRA est si faible, de quoi ont-ils peur ? Leur but n'est pas la remise des armes, mais une reddition politique et la remise des armes n'est qu'un test de la direction. Si Sinn Féin capitule, l'opposition sera annihilée, à moins que ne se crée un mouvement qui remplace Sinn Féin. On peut même imagi-ner qu'ils poussent à une scission : d'un côté les futurs Fianna Fail et de l'autre les militaristes, prêts à répéter les erreurs du passé.

## Que faire ?



Notre analyse de la dynamique du Processus de Paix nous pousse à rejeter le cessez-le-feu et la remise des armes. Nous n'avons pas d'illusions sur les armes de l'IRA. Nous disons depuis des années que sa stratégie est contre-productive. Les armes peuvent-elles ame-ner un changement ? La réponse est oui. Mais ce n'est pas un débat abstrait de droit et de principes, c'est une question concrète d'objectifs à atteindre. Nous voulons une société libérée de l'oppression et de l'exp-loitation où les richesses seraient parta-gées sous le contrôle de ceux qui les produisent : les travailleurs. Cela nécessite une révolution socialiste, une lutte contre l'Impérialisme et l'État du Nord. La révolte contre la discrimination soufferte par une minorité de la classe ouvrière n'a reçu que répression : leur droit à l'autodéfense est automatique. Mais pour vaincre l'Impéria-lisme,



il faut l'intervention de la classe ouvrière du Sud. Un processus mobilisant la majorité des travailleurs irlandais, y compris des protestants, nécessite de mettre en avant le socialisme, pas seulement la fin de la partition. Nous avons toujours dit que les travailleurs du Sud ne s'opposeraient à l'impérialisme que si cela fait partie de leur lutte contre l'exploitation, dans leur propre État. Ce qui ne peut arriver en faisant juste passer l'Irlande de 26 comtés à 32 comtés.

La stratégie de ceux qui se révoltent au Nord doit être dirigée vers l'objectif central de gagner le soutien de la classe ouvrière du Sud. Au minimum identifier les ennemis de ces travailleurs : le Fianna Fail et ses alliés. Cela veut dire adopter des méthodes de lutte socialistes auxquelles les travailleurs pourraient s'identifier. D'abord rejeter l'idée d'une famille nationaliste. Ce n'est pas opposé au problème de la défense de la classe ouvrière catholique. La force principale qui empêche les Britanniques de mettre en place une répression qui étranglerait la résistance à leur pouvoir, c'est la crainte de la réaction de toute l'Irlande. Plus la mobilisation est forte dans le reste de l'Irlande, plus les Britanniques baissent leur répression. La question de la défense n'est pas théorique, mais une question de politique immédiate.

Les zones libérées étaient les formes de défense les plus efficaces. Elles ne furent pas créées par des armes mais par une participation des foules. Cela pourrait être recréé par de nouvelles mobilisations. Connaître la solution ne résout pas le problème. Cela ne veut pas dire qu'il faut de nouvelles barricades ou rien. Demander le retrait du SDLP et de Dublin des discussions tant que les marches passaient dans les quartiers aurait été un bon début. Cela



aurait montré que faire passer les marches avait un prix : faire sortir les collaborateurs des manœuvres et les voir perdre du terrain. Après Dumcree 1996, les cauchemars de 1969 sont revenus. Dans ces cas, la défense armée est une absolue nécessité. Cela peut être l'occasion de demander, pour des petites communautés isolées, le droit d'avoir des armes de défense sous contrôle de comités démocratiquement élus, les Britanniques reconnaissant être incapables de défendre "la loi et l'ordre". Le rôle de l'IRA serait l'entraînement mais ses armes seraient à la disposition des comités

d'autodéfense.

Pour nous, le sectarisme au Nord n'est pas dû à la bigoterie inhérente aux protestants. Sa virulence vient de son incorporation à l'État par la RUC, les ordres Orangistes, les partis. L'Ordre d'Orange est reconnu officiellement dans le cadre des "deux traditions". C'est un problème de soutien de la part de l'État. Le sectarisme catholique, qui existe aussi, est moins



puissant. Mais il est aussi renforcé par "les deux traditions" et exclut lui aussi la seule solution : l'appartenance à la même classe ouvrière. Nous condamnons les campagnes "pour la paix" des syndicats qui ne critiquent que la violence républicaine et pas les manifestations annuelles de sectarisme. La défense de la classe ouvrière commence par la réorientation des syndicats au Nord et au Sud.

## Conclusion

La fin de la violence est loin tant que les Britanniques ne démantèleront pas l'État sectaire, tant que leurs intérêts y seront liés. Aucun plan : Downing Street, Framework, Mitchell, ne contient de réforme de l'appareil répressif. Avec la RUC, des réactions sont inévitables.

La solution est la destruction de l'État du Nord, or le Mouvement Républicain a accepté toutes ses "réformes". On nous dit qu'il n'y a pas d'autre alternative que Real IRA, l'INLA ou le CIRA. Cela renforce le Processus, la lutte armée ayant été désastreuse.

Les récents succès de Sinn Féin ne sont pas sur la base du Programme républicain mais de son abandon.

Nous sommes pour un mouvement politique de masse tel qu'il y en a eu dans les années 60 et 70. La seule force progressiste pour ce mouvement, ce sont les travailleurs, pas les Hume, Reynolds et les millionnaires US. Le processus a été mené dans le secret alors que les mouvements de masse d'autrefois étaient traversés de débats politiques. Pire on étouffe les velléités de débats et de controverses. Autrement, le SDLP a été forcé de quitter le Stormont pour ne pas être totalement discrédité, aujourd'hui c'est Sinn Féin qui collabore avec ceux qui mettent tous leurs espoirs dans les institutions coloniales.

Le Mouvement Républicain s'éloigne des militants ouvriers du Sud en s'alliant avec les politiciens capitalistes du Fianna Fail. Si la classe ouvrière n'est qu'épisodiquement consciente de ses intérêts, les bourgeois, eux, sont toujours conscients. Le refus des Républicains de penser en terme de classe les a poussés à s'allier avec leurs ennemis et à abandonner leurs propres idéaux.

Ce n'est pas le SDLP qui est plus républicain

mais les Républicains plus convertis aux idées de John Hume. Pour lui, la frontière n'est pas importante, c'est la division (les deux traditions) entre Nationalistes et Unionistes qu'il faut réconcilier. C'est absurde, cela enferme les protestants dans leurs certitudes extrêmes. Il faut une troisième tradition : la classe ouvrière. Le but du SDLP n'est que d'assurer que la petite bourgeoisie s'accapare une meilleure part du gâteau.

Une majorité des protestants ne sera pas gagnée au socialisme, si la légitimité de l'Unionisme n'est pas détruite, et cela ne viendra que si une majorité du Sud est engagée dans l'action contre son propre gouvernement.

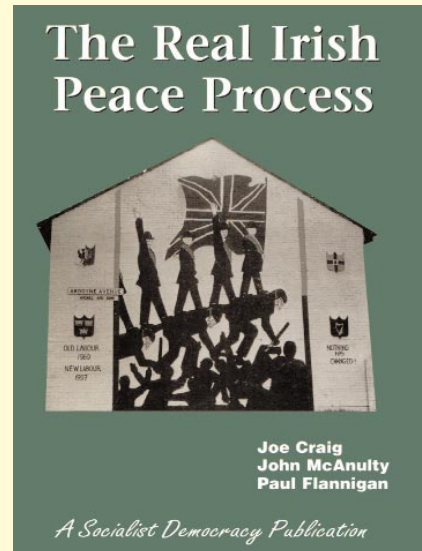
Nous nous battons donc pour une assemblée constituante de toute l'Irlande. C'est la seule alternative aux deux États : un pays débarrassé des bigots catholiques et des sectaires du Nord. Le Nationalisme n'a pas apporté ce changement.

Une société socialiste peut apporter aux travailleurs protestants et nationalistes un pays de justice et d'égalité, non pas basé sur des privilèges sectaires mais sur des droits démocratiques pour tous. Tout de suite, il faut briser la collaboration des opprimés avec leurs oppresseurs.

Il faut s'adresser à la classe ouvrière britannique, qui tous les sondages le montrent, désire le retrait des troupes d'Irlande. Mais avec une plateforme socialiste, pas avec des attentats aveugles.

Nous ne sommes plus à l'époque de Thatcher et Reagan, des ripostes ouvrières sont possibles, comme en France en 1995, Allemagne 1996, France 1997 etc.

L'élection de Blair et Jospin, quoique de manière déformée, indique qu'une alternative ouvrière



est possible en Irlande également.

**Ceci est un résumé du livre :**

**The Real Peace Process**

Par Joe Craig, John MacAnulty, Paul Flannigan

Publié par

Socialist Democracy

PO BOX 40

Belfast BT119DL

**Traduction Solidarité Irlande**

Centre Social de Pen Ar Créac'h

rue du Professeur Chrétien

29200 BREST

(1) - Cité par le Sunday Tribune (19 avril 1998)

(2) - An Phoblacht (13 décembre 1998)